



CAHIER DES CHARGES TECHNIQUES – TERMES DE REFERENCE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Agence Française de Développement
5, rue Roland Barthes
75598 Paris Cedex 12 - RCS PARIS B 775 665 599
Téléphone : + 33 (0)1 53 44 31 31

Concernant la prestation

« Assistance à maîtrise d'ouvrage sur la conception, et la mise en place de projets d'expérimentation de modes de gestion des déchets en sites isolés en Guyane »

SOMMAIRE

ARTICLE 1.	Présentation du Service Prescripteur	3
ARTICLE 2.	Objet du marché	3
ARTICLE 3.	Contexte et objectifs de la mission	3
ARTICLE 4.	Prestation attendue	4
ARTICLE 5.	Livrables attendus.....	6
ARTICLE 6.	Modalité d'exécution.....	7
6.1	Méthodologie attendue	7
6.2	Exigence particulière de réalisation / Conditions d'exécution	8
6.3	Planning d'exécution.....	8
6.4	Critères de validation des livrables	8
ARTICLE 7.	Compétences attendues du Prestataire	9
ARTICLE 8.	Moyens mis à disposition du Prestataire.....	10

ARTICLE 1. Présentation du Service Prescripteur

Le groupe Agence française de développement (AFD) est un établissement public qui finance, accompagne et accélère les transitions vers un monde plus juste et durable. Plateforme française d'aide publique au développement et d'investissement de développement durable, nous construisons avec nos partenaires des solutions partagées, avec et pour les populations du Sud.

Nos équipes sont engagées dans plus de 4 000 projets sur le terrain, dans les Outre-mer et dans 115 pays, pour les biens communs de l'humanité – le climat, la biodiversité, la paix, l'égalité femmes-hommes, l'éducation ou encore la santé. Nous contribuons ainsi à l'engagement de la France et des Français en faveur des Objectifs de développement durable. Pour un monde en commun.

Au moyen de subventions, de prêts, de fonds de garantie ou de contrats de désendettement et de développement, l'AFD finance des projets, des programmes et des études et accompagne ses partenaires du Sud dans le renforcement de leurs capacités.

L'AFD en Guyane cherche à relever le défi démographique, à lutter contre les déséquilibres économiques, sociaux et territoriaux, et à encourager l'émergence d'un nouveau modèle de développement. L'AFD accompagne les acteurs publics et privés locaux. Elle agit via de nombreux outils destinés au secteur public (prêts et subventions Fonds Outre-Mer) et au privé (prêts aux entreprises pour des projets d'investissement de moyenne à grande envergure et fonds de garantie pour la pêche et l'agriculture).

Elle accompagne notamment les Collectivités Territoriales ultramarine dans le domaine de la gestion des déchets.

L'ensemble des informations relatives à l'AFD, et notamment sa Charte d'Ethique que le prestataire est fortement invité à consulter, sont accessibles sur le lien suivant : www.afd.fr.

ARTICLE 2. Objet du marché

Pour accompagner les collectivités dans l'élaboration des solutions sur mesure pour la gestion des déchets en site isolé, l'ADEME et l'AFD s'associent afin de mettre à disposition des quatre EPCI de Guyane compétents sur la gestion des déchets, une Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO), qui les accompagnera dans le cadre d'un Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) de l'ADEME, leur permettant de présenter des idées-concepts de projet ou de programme innovant permettant de répondre aux défis posés par la gestion des déchets en lien avec les spécificités des sites concernés (spécificités institutionnelles, géographique, culturelles, nature des activités économiques, comportements des ménages, caractéristiques et contraintes physiques et climatiques, etc.). Les projets retenus et approuvés pourront être financés par l'ADEME, et accompagnés par le prestataire titulaire du présent marché.

L'objet du présent marché est la mobilisation d'une prestation d'expertise en charge de l'Assistance à maîtrise d'ouvrage à la conception, et la mise en place de projets d'expérimentation de modes de gestion des déchets en sites isolés en Guyane.

ARTICLE 3. Contexte et objectifs de la mission

L'AFD et l'ADEME mettent en place des mécanismes de coopération à travers des accords-cadres pluriannuels, qui sont complétés par des accords à l'échelle régionale, ainsi que des accords de partenariat dans le cadre de projets spécifiques.

L'ADEME participe à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de l'environnement, de l'énergie et du développement durable. Afin de leur permettre de progresser dans leur démarche environnementale, l'Agence met à disposition des entreprises, des collectivités locales, des pouvoirs publics et du grand public, ses capacités d'expertise et de conseil. Elle aide en outre au financement de projets, de la recherche à la mise en œuvre et ce, dans ses domaines d'intervention.

La Direction Régionale de l'ADEME Guyane accompagne l'ensemble des collectivités du territoire dans la mise en place de leur service public de gestion des déchets. Une majeure partie des projets issus des planifications est financée par l'ADEME et font l'objet d'un soutien technique des équipes du pôle économie circulaire et déchets. Pour allouer ses financements, l'ADEME s'appuie sur le cadre donné par le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets PRPGD, validé le 16 décembre 2022 et porté par la Collectivité Territoriale de Guyane.

Il prévoit principalement pour le stockage des déchets:

- Une nouvelle Installation de Stockage des Déchets Non Dangereux (ISDND) sur la CACL, mutualisée avec la CCDS et la CCEG et couplée d'une Unité de Valorisation Énergétique (UVE),
- Une extension de l'ISDND de Saint-Laurent du Maroni pour les communes du littoral de la CCOG,
- Une ISDND à Maripasoula mutualisée avec la commune de Papaïchton,
- Une Installation de stockage simplifiée pour la commune de Grand-Santi,
- Plusieurs installations de stockage simplifiées type « écocarbets » dans des zones isolées (écarts). Pour rappel : en 2004, la Communauté de communes de l'Est guyanais (CCEG) a mis en place, en collaboration avec l'ADEME et la Préfecture, un site de stockage de déchets « pilote » intitulé écocarbet au village Zidock de Trois Sauts. Par la suite, l'arrêté du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non-dangereux a donné la possibilité d'adapter les dispositions pour les sites isolés répondant à la définition.

Dans un contexte où de nombreux projets ont pris du retard (dont les causes sont multifactorielles, notamment liées aux caractéristiques du territoire et difficultés d'acheminement, turnover des équipes et difficultés de recrutement et de rétention souvent liées à l'isolement, capacités financières et techniques insuffisantes) l'année 2023 a laissé place à une remise en question du schéma prévu par le PRPGD.

Cette recherche de solutions, entendable au regard des difficultés rencontrées, n'est pas restée sans poser de nouvelles questions. Elle a ainsi mené au lancement d'une pré-étude afin d'orienter et de faciliter la réalisation par les EPCI d'études de faisabilité de scénarios alternatifs de traitement des OM en site isolé, dont la finalité principale était d'examiner grossièrement les solutions pertinentes possibles/envisagées, pour appréhender celles qui répondraient le mieux aux besoins des territoires. A l'issue de cette pré-étude portée par l'ADEME, la réalité du terrain n'a pas permis d'obtenir des résultats de scénarios fermes à mettre en place par les collectivités, mais plutôt de grands principes et des pistes de solutions :

- Le tri est essentiel : 50 % de déchets valorisables dans les communes isolées (source : campagne de caractérisation MODECOM Guyane 2023).
- Au-delà d'un certain volume de production de déchets, le transport n'est pas une solution économiquement viable (coût du nombre de rotations, complexité du conditionnement). La saisonnalité rend par ailleurs le transport quasi impossible sur une moitié d'année.
- Des solutions adaptées à chaque territoire sont nécessaires.

L'échange de restitution de l'étude menée a montré un intérêt des collectivités à se diriger vers des solutions expérimentales au cas par cas dans les territoires.

Il a été proposé aux collectivités de créer un cadre dédié, formalisé dans un Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) leur permettant de présenter des idées-concepts de projet adaptées.

Pour accompagner les collectivités dans l'élaboration de ces solutions sur-mesure l'ADEME et l'AFD s'associent afin de mettre à disposition des quatre EPCI de Guyane compétents sur la gestion des déchets, une Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO), et dont la mission serait de les appuyer dans la préparation des réponses à l'AMI de l'ADEME, puis d'accompagner les porteurs dans la mise en œuvre des projets retenus.

La publication de l'AMI de l'ADEME est prévue mi-avril 2025, et doit être suivi d'une réunion d'information à laquelle l'AMO doit impérativement participer. Le démarrage de la prestation est attendu pour le 15/04/2025.

ARTICLE 4. Prestation attendue

Le prestataire appuiera les EPCI dès le lancement de l'AMI de l'ADEME, pour l'élaboration de concepts, la conception des projets, et tout au long de la mise en œuvre de ces solutions. Son intervention est attendue lors des étapes ci-dessous :

Partie forfaitaire

Phase 1, préparation et réponse à l'AMI lancé par l'ADEME

Volet 1 appui à la définition de concepts de projets de gestion de déchets en site isolé :

Le prestataire devra participer à la réunion de lancement de l'AMI, et prendre connaissance des études préalables réalisées par l'ADEME et les EPCI au démarrage de la mission.

Il devra participer à la réflexion des EPCI permettant d'aboutir à des idées-concepts ou modèles expérimentaux en lien avec la gestion de déchets, en appui aux porteurs de projets.

Cela consistera en :

- Aider la collectivité dans l'analyse du contexte, des besoins spécifiques identifiés, et de la cible souhaitée (cadre logique)
- L'élaboration de l'idée-concept apportant une solution aux problématiques identifiées, et comportant des éléments de réponse technique (y compris sur le choix du site le cas échéant), notamment en lien avec : :
 - L'étude des caractéristiques du site (commune/lieu-dit) concerné: Comprendre les particularités de la zone en termes géographiques, environnementaux, démographiques, organisationnels ...
 - Le diagnostic des déchets : Évaluer approximativement les types et quantités de déchets produits pour adapter les solutions en fonction des spécificités locales.
 - L'identification des contraintes logistiques : Analyser l'accès, la distance aux réseaux de gestion existants, et les moyens de transport pour planifier la collecte et le traitement des déchets.
 - L'évaluation des forces humaines présentes (monde associatif, agents des collectivités...) et réflexion sur les possibilités d'animation.

Le prestataire prévoira de se rendre sur le terrain pour rencontrer les services gestion de déchets des bénéficiaires (les EPCI de Guyane), ainsi que sur les sites eux-mêmes, et effectuer un travail d'identification:

- des modes de traitement existants, pour amélioration ou maintien,
- des possibilités de mutualisation des solutions par zone,
- des besoins en aménagement, en équipement et logistiques,
- des acteurs et de la population concernés pour appréhender leur possible rôle dans le montage.

Dans le cadre de cette phase, il sera notamment requis du prestataire que :

- il effectue au moins une visite des sites concernés par les projets envisagés
- il fournisse pour chaque projet une première estimation du cout d'investissement et de fonctionnement en lien avec la réalité du projet, à soumettre par les porteurs de projet en réponse à l'AMI.
- il proposer des indicateurs de suivi (coûts, tonnages...) des actions des projets afin de permettre plus tard à la collectivité et aux parties prenantes d'estimer l'efficacité de la solution.
- Il propose des indicateurs de suivi qualitatifs du projet

Volet 2, appui aux EPCI dans la préparation des candidatures à l'AMI :

Le prestataire devra appuyer les EPCI dans la rédaction de leurs réponses, et notamment s'assurer qu'elles sont en ligne avec les attendus décrits dans l'AMI en termes de teneur et de respect des délais.

Dans ce contexte, il sera tenu de maîtriser les termes de l'AMI lancé par l'ADEME afin d 'apporter un appui efficace aux porteurs de projet/EPCI et leur permettre d'y répondre de façon satisfaisante. Il devra pour cela :

- Prendre connaissance de la teneur de l'AMI et échanger avec l'ADEME si nécessaire pour s'assurer de sa bonne compréhension/maitrise des éléments sous-jacents, y compris notamment les dates limites, les critères d'éligibilité, les documents nécessaires au dossier de candidature et tout élément permettant de répondre.
- Animer les travaux des porteurs de projets, faire des points réguliers d'avancement, et les appuyer dans la bonne compréhension des attendus.
- Participer à la réunion de lancement de l'AMI est requis pour le prestataire, qui assistera ensuite l'EPCI dans sa candidature en remplissant le canevas ADEME de réponse.

A titre informatif, l'ADEME s'attend à recevoir entre 4 et 6 dossiers en réponse à l'AMI (non contraignant).

Phase 2, conception de la solution retenue en fin de phase 1 de l'AMI

Le prestataire devra mettre à disposition son expertise pour dimensionner de façon détaillée la solution déposée à l'AMI. Il veillera à développer un modèle qui associe à la fois les besoins en logistique, en aménagement et en animation. Il sera ainsi amené à :

- Proposer des technologies de gestion/traitement (ou autre) adaptées : Identifier et mettre en place des solutions de traitement adaptées aux petits volumes ou aux déchets difficiles à transporter.
- Chercher à optimiser les coûts et l'efficacité : Sélectionner des technologies qui minimisent les coûts opérationnels, les besoins en maintenance tout en maximisant l'efficacité de traitement.
- Créer des montages efficaces (y.c animation/communication) localement qui associent les acteurs présents sur le terrain, la population des territoires, les acteurs clés du domaine (ex : modèle Kwala Faya collecte des emballages à Trois-Sauts), et en proposer les modalités de formalisation et de coordination entre les acteurs concernés.
- Etablir un planning de programmation et un chiffrage du projet.
- S'assurer de la conformité réglementaire des solutions.

La phase 2 devrait aller jusqu'au dépôt d'une demande d'aide ADEME dans le cadre du dispositif dédié créé avec l'AMI.

Partie à bons de commande

Cette prestation sera activée dans le cas où un ou plusieurs projets présentés seraient retenus par l'ADEME,

Phase 3: lancement effectif de la solution et suivi de l'opération

A la demande des EPCI et selon leurs besoins, le prestataire sera amené à appuyer les porteurs de projet lors de la phase de démarrage /lancement effectif des projets retenus, par les voies idoines selon la nature du projet : cela peut revenir à assurer des fonctions diverses, comme par exemple:

- Rédiger un/des Document de Consultation des Entreprises (DCE) (y c. bons de commandes le cas échéant).
- Assurer le suivi de l'avancement des travaux en veillant au respect des délais et du budget, et appuyer les porteurs de projet dans la mise en place des réajustements nécessaires.
- Participer aux réunions en lien avec la maîtrise d'œuvre (y.c. réunions de chantier le cas échéant).

Le périmètre d'intervention du prestataire dans le cadre de cette phase sera validé lors du déclenchement de la partie à bon de commande (phase 3).

Tout au long de sa mission, le prestataire aura un rôle de conseil auprès du maître d'ouvrage sur tout projet concernant les sites isolés.

L'AMO organisera en partenariat avec les équipes AFD/ADEME au moins deux moments d'échanges collectifs entre les EPCI. Ces échanges inter EPCI ont pour objectif de partager l'expérience de chaque territoire.

ARTICLE 5. Livrables attendus

Le Titulaire sera tenu de fournir les livrables sur un support électronique à l'adresse communiquée lors de la réunion de lancement de la prestation, ou le cas échéant

Le titulaire remettra les livrables progressivement durant la mission comme suit :

- A la fin de la phase n°1 (partie forfaitaire) :
 - Dépôt de réponse (idée/concept) à l'appel à manifestation d'intérêt lancé par l'ADEME, dans le respect des délais.
 - Compte-rendus des réunions/retour des échanges avec les parties prenantes, inter- EPCI et acteurs extérieurs, et des supports utilisés

- A la fin de la phase n°2 (partie forfaitaire):
 - Rapports d'avant-projet pour chaque solution déposée à l'AMI comprenant notamment une programmation de projet avec chiffrage et indicateurs de suivi des actions.
 - Compte-rendus des réunions/retour des échanges avec les parties prenantes, inter- EPCI et acteurs extérieurs, et des supports utilisés
- A l'issue de la phase n°3 (partie à bons de commande, à la survenance des besoins) le titulaire transmettra :
 - Un bilan projet de chaque opération accompagnée, **sous forme de rapport**
 - A la fin du Programme (phase 3, ou phase 2 si aucun projet n'est retenu), un rapport de synthèse du projet (y compris synthèse des animations inter EPCI).
 - Les supports de présentation utilisés.

Dans le cas où aucun projet soumis n'est retenu (la phase 3 n'a pas lieu), ce rapport devra notamment comporter un volet de capitalisation sur les raisons de l'absence de projets retenus, et des pistes d'amélioration.

Le déploiement de l'expertise est envisagé de façon perlée. La durée de la phase 1 est fixe. La durée des phases 2 et 3 seront contingentes à la nature et au calendrier des projets qui parviendront à ces stades. En phase 2 et en phase 3, l'intervention du mandataire sera modulée selon les caractéristiques du projet.

Jalons	Dates
Démarrage de la prestation	Notification
Remise des livrables phase 1	Notification + 4 mois
Remise des livrables phase 2	Notification + 20 mois (au fil de l'eau, après démarrage de la phase 2)
Remise des livrables phase 3 (partie à bon de commande)	Notification + 24 mois (au fil de l'eau, après activation de la partie à bons de commande sur les projets validés à l'issue de la phase 2)
Remise du rapport de Synthèse	2 semaines après la fin de la phase 2, ou de la phase 3 en cas d'activation de la partie à bons de commande.

Le prestataire fournira en complément, tous les trois mois, un document de synthèse des actions menées dans le trimestre précédent, les avancées ainsi que les éventuelles difficultés rencontrées (le rythme pourra être adapté au cas par cas avec l'accord de l'AFD), et organisera à la même fréquence une réunion pour échanger avec l'ADEME et l'AFD sur la base de ce document.

Lorsque le livrable est un rapport ou une note de synthèse, le prestataire s'engage à soumettre au prescripteur une version provisoire en format électronique au prescripteur ainsi qu'au partenaire, pour leurs retours sur sa teneur, puis à l'issue du processus de validation, une version définitive.

A la réception de chaque livrable provisoire, le prescripteur et son partenaire auront 20 jours ouvrés pour faire part de leurs commentaires/demandes d'amendement. Le Prestataire aura 15 jours ouvrés pour prendre en compte ces commentaires et proposer une nouvelle version du livrable. Ce processus pourra être renouvelé tant que le prescripteur ne sera pas satisfait du livrable (livrable provisoire non conforme).

Le Prescripteur devra valider chaque rapport conforme. Seule la validation expresse et écrite de chaque rapport par le Prescripteur apportera la preuve de cette conformité.

ARTICLE 6. Modalité d'exécution

6.1 Méthodologie attendue

Le prestataire pourra proposer la méthodologie jugée la plus adaptée pour mener à bien ses activités, en accord avec le responsable de la mission.

6.2 Exigence particulière de réalisation / Conditions d'exécution

Le marché sera exécuté principalement en Guyane française.

- Les personnes focales de l'AFD et de l'ADEME seront les correspondants du Titulaire. Les informations nécessaires à la communication seront transmises au Titulaire lors de la réunion de lancement du Contrat.

Le représentant du Prescripteur (l'AFD) est chargé du contrôle des livrables remis et de leur validation, en coordination et après consultation du Partenaire (ADEME). En cas de non-validation, il adressera ses observations/commentaires au Titulaire dans le délai stipulé dans le Contrat.

- Le Titulaire s'engage à tenir compte de toute recommandation et à apporter les modifications demandées, dans le respect du Contrat et de ses Annexes

La présence sur site auprès des EPCI ainsi que les déplacements sur les sites des projets sont requis afin d'assurer une compréhension approfondie des spécificités de chaque projet, la cohérence des solutions envisagées et le bon déploiement (y compris la supervision directe) des actions mises en œuvre, et les déplacements sont à prévoir dans toutes les étapes du projet.

Des visites de terrain régulières devront être effectuées pour évaluer la faisabilité des solutions et leur adéquation aux besoins identifiés.

Dans ce contexte, la présence en Guyane sur tout ou partie de la prestation est requise

Le titulaire s'engage à désigner un interlocuteur unique chargé de suivre le présent marché.

L'exécution du marché nécessite l'usage permanent de la langue française dans les rapports avec le maître d'ouvrage : documents, réunions, comptes rendus, appels téléphoniques, courriers électroniques, tous livrables, etc.

L'AMO organisera en partenariat avec les équipes AFD/ADEME au moins deux moments d'échanges collectifs entre les EPCI. Ces échanges inter EPCI ont pour objectif de partager l'expérience de chaque territoire.

Les partenaires Etat, CTG, AFD, ADEME ainsi que les 4 EPCI seront associés à ces instances.

Le titulaire tiendra une restitution finale avec les mêmes acteurs.

Les résultats et la restitution finale sont attendus dans un délai de 24 mois, après le démarrage de la mission.

Dès la notification du marché, le prestataire aura à sa disposition la documentation existante relative aux sujets sur lesquels il interviendra.

.

6.3 Planning d'exécution

Durée estimée de la prestation est de 24 mois.

L'intervention du prestataire pour chacune des étapes du projet est estimée comme suit.

- Phase 1 : durée de 4 mois à partir de la notification du marché
- Phase 2 : durée de 1 à 20 mois à partir de la fin de la phase 1, en intervention perlée.
- Phase 3 : une durée de 1 à 20 mois à partir du lancement des bons de commande, en intervention perlée.

6.4 Critères de validation des livrables

- Le respect du périmètre de la prestation demandée, de l'objet du marché et la conformité de la prestation avec la description
- La pertinence en lien avec le contexte de chaque site concerné, les objectifs et la description de la prestation
- Le caractère opérationnel et réalisable des contenus des livrables
- La valeur ajoutée par rapport à l'existant, proposée par le contenu des livrables
- La clarté et la lisibilité du livrable, et le respect des critères de leur production
- Le respect des délais,

ARTICLE 7. Compétences attendues du Prestataire

Le prestataire affectera du personnel de qualification et d'expérience correspondant aux prestations décrites au présent cahier des charges, de manière à atteindre les résultats qui y sont fixés. Plus spécifiquement, le prestataire devra disposer dans son équipe de personnels compétents dans les domaines suivants.

- Une formation d'ingénieur ou équivalent (bac+5)
- Une Expérience avérée dans le secteur de la gestion des déchets d'une durée minimale de 7 ans, avec une excellente connaissance des problématiques opérationnelles, réglementaires, techniques et financières associées à la gestion des déchets par les communes françaises, en particulier dans des contextes isolés ou complexes.
- Une Expérience avérée en audit, conseil ou gestion de projets de traitement des déchets d'une durée minimale de 4 ans : capacité à réaliser des diagnostics précis (flux de déchets, équipements disponibles, contraintes locales) et à proposer des plans d'action concrets.
- Une bonne maîtrise des enjeux stratégiques et des solutions innovantes liées à l'organisation et à l'optimisation de la gestion des déchets, notamment pour des collectivités locales confrontées à des contraintes géographiques ou logistiques.
- Des compétences techniques en matière de traitement et valorisation des déchets : capacité à identifier et recommander des solutions adaptées tout en prenant en compte les impératifs environnementaux et économiques.
- Des compétences financières : capacité à analyser les modèles financiers associés à la gestion des déchets : élaboration de budgets prévisionnels, gestion des coûts opérationnels, identification des financements possibles et optimisation des ressources disponibles.
- Bonne connaissance des problématiques locales, notamment celles spécifiques aux territoires d'outre-mer ou de zones isolées, intégrant les particularités démographiques, culturelles, environnementales, économiques et logistiques de la Guyane. Une expérience professionnelle en outremer et/ou en zone de climat équatorial/est un plus.
- Capacité d'écoute, d'analyse et ouverture d'esprit, compétences pédagogiques et relationnelles avérées et capacité à animer des groupes de travail, à faire passer les messages et à être force de proposition. Bonnes capacités rédactionnelles et aisance relationnelle. Capacité à travailler dans un contexte multiculturel.

La participation active aux ateliers, réunions et instances de pilotage sera exigée pour garantir la qualité des échanges et des décisions prises.

Une équipe, pouvant inclure une personne ou une autre organisation adaptée, peut être constituée pour répondre aux exigences du projet.

La présence sur site auprès des EPCI ainsi que les déplacements sur les sites des projets sont requis afin d'assurer une compréhension approfondie des spécificités de chaque projet, la cohérence des solutions envisagées et le bon déploiement (y compris la supervision directe) des actions mises en œuvre, et les déplacements sont à prévoir dans toutes les étapes du projet.

Des visites de terrain régulières devront être effectuées pour évaluer la faisabilité des solutions et leur adéquation aux besoins identifiés.

Dans ce contexte, la présence en Guyane sur tout ou partie de la prestation est requise.

ARTICLE 8. Moyens mis à disposition du Prestataire

Le prestataire s'engage à disposer des moyens nécessaires à sa mission.

Les déplacements sur le terrain sont requis.

Au démarrage de la prestation, le prestataire aura à disposition le rapport de la pré-étude sur la gestion des déchets en site isolé, le PRPGD, ainsi que tout autre document jugé pertinent dans le cadre de son intervention.